

Évocation globale socio économique voir n° 2, Résumé bref !

-Agressivité des multinationales espagnoles dans le pillage du tiers monde et de l'Amérique Latine en particulier (héritage des premiers jalons du capitalisme moderne, les conquistadores espagnols et portugais étant les créateurs des premiers holocaustes, appelé ensuite colonialisme et adopté par les gouvernements anglais, français, hollandais, puis allemand, italien, nord-américain, suédois, etc.);

-Stagnation et baisse du niveau de vie, avec perte des acquis, pour la majorité des salariés;

-Rideau de fumée et beaucoup de bruit pour peu de conséquences concrètes et réparatrices sur la répression franquiste et la récupération de la mémoire historique.

Contenu

1) Luites en cours

1 – 1 *Routiers contre le PSOE*

1 – 2 *Internationalisme- Maroc - et CGT*

2) Sacré pays

2 – 1 *Pas d'avancées dans la prévention de la torture*

2 – 2 *Le gouvernement expulse une enfant de sept ans*

2 – 3 *Victoire de la sélection espagnole, défaite de l'Espagne*

3) Mémoire historique

3 – 1 *"La Culture de la transition est l'idéologie de la démocratie"*

3 – 2 *Des victimes espagnols de l'holocauste portent plainte à l'Audiencia Nacional contre d'ex chefs de las SS*

3 – 3 *Funérailles d'Etat pour un répresseur*

3 – 4 *Portrait du maçon anarchosyndicaliste Manuel Maestro (1914 – 1998)*

1) Luites en cours

1 – 1 *Routiers contre le PSOE* Deux jours de grève ont paralysé le pays, où le transport routier est fondamental, vu la faiblesse du rail marchandise condamnée à la stagnation et au développement du TGV (donc le rail voyageur) dans l'optique d'une concurrence avec les autoroutes et les compagnies aériennes. La grève ne touchait que les petites compagnies du transport (20 % du total), alors que 57% des camions appartiennent aux grandes compagnies (prêtes à racheter les petites compagnies qui vont faire faillite) et dont les capitaux leur permettent de supporter le combustible (Kaos en la Red, 10.06.08). Cette division a servi le gouvernement qui a joué sur deux tableaux le manque d'approvisionnement du marché et la fidélité aux directives de l'UE sur le refus des aides aux petites entreprises. *El País* (13.06.08) titrait « *Le gouvernement considère que la situation normale a été rétabli sur les axes routiers* » avec 25.000 policiers dégageant manu militari les piquets des routiers (une centaine d'arrestations) et escortant 14.000 transporteurs la grève a été défaite en moins de 24 heures.

Droite et gauche au pouvoir apparaisse presque jumelle en Espagne, le passage de responsables d'un secteur à l'autre étant relativement fréquent (« *Le PP [parti populaire, la droite] gagne l'hôtel de ville de Trives [Galice] avec deux transfuges du PSOE* » *El País*, 01.07.08). Une différence existe, la loi sur la Mémoire historique, pour le PSOE, mais je n'en vois pas d'autres ni en politique intérieure, extérieure, éducation, répression, sauf erreur de ma part.

1 – 2 Internationalisme – Maroc - et CGT, Rojo y Negro, le mensuel de la Confédération a publié, un supplément sur le Maroc au mois de juin. On y lit une interview de l'Association des diplômés au chômage du Maroc (ANDCM), dont le fonctionnement est démocratique, les décisions venant de la base, par l'intermédiaire de leurs délégués qui décident en congrès. Leur action est la dénonciation de leur situation. Les résultats ont été l'obtention d'emplois, par exemple à Alhucemas et également des compensations pour le chômage, tout cela entre 2007 et 2008. Les quatre principes de base de l'organisation sont

Progrès (lutter contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression par la conquête du droit au travail et contre les forces de l'oppression et de l'exploitation et le capitalisme pour l'évolution de l'humanité et la création d'une société humaniste où règne la liberté, la justice et l'égalité.

Indépendance: financière, organisationnelle et politique vis à vis du gouvernement et de tous les partis politiques, organisations et tendances politiques [...] Mais l'autonomie ne signifie pas l'isolement. Au contraire, l'Association est consciente que le problème du chômage est un problème du capitalisme et de la mauvaise distribution de la richesse, qui implique l'union de la classe pauvre et de la classe ouvrière à travers leurs organisations dans leur lutte pour l'éradication définitive du problème du chômage.

Organisation: l'Association a pour objet d'organiser les diplômés en chômage, les sans travail en général, pour défendre leurs droits justes et légitime à l'emploi. [...] d'où l'importance que l'association nationale de diplômés en chômage du Maroc accorde à la création de sections dans différentes régions du pays, tout en étant ouvertes à todos les sans travail de différents niveaux sociaux, à condition de respecter les normes et les directives des congrès nationaux de l'Association.

Démocratie: c'est la base du fonctionnement de l'Association, afin de garantir la participation effective de toute et de tous les membres à la gestion, la direction [...] pour organiser son travail et éviter toute ambiguïté ou mauvaise interprétation des sections, chapitres ou articles du règlement intérieur qui peuvent entraîner des déviations de l'Association de ses véritables intentions.

On a aussi une évocation des liens entre la CGT et des organisations marocaines. Le premier contact de la CGT avec cette organisation l'ANDCM s'est fait lors de la préparation de la Marche contre le chômage en 1997, qui réunit à Amsterdam plusieurs milliers de personnes. Une des colonnes, partie de Tanger, avec des camarades de plusieurs organisations, dont la CGT, permet de partager des contacts et des points de vue. En 2000, le jumelage entre les deux organisations est décidé.

A l'occasion du 15^{ème} anniversaire de l'assassinat de Mustafa El Hamzaoui, martyr de la lutte contre le chômage et martyr du peuple marocain, l'ANDCM a organisé un meeting et une marche avec comme slogan « La Vérité sur la tombe du martyr et la justice pour ses bourreaux », le 16 mai 2008 à Khenifra, avec la présence de la famille du martyr, d'une délégation de la Confederación General del Trabajo d'Espagne (seule délégation étrangère) et de nombreuses organisations politiques, syndicales et de la société civile locale.

Une réunion de l'ANDCM et du secrétaire général de la CGT, Jacinto Ceacero à Khenifra a établi un calendrier commun: soutien à la semaine de lutte contre le chômage du 20 au 27 juin au Maroc, participation à l'organisation de la II^e rencontre internationale contre le chômage et la poursuite de la campagne pour la légalisation de l'ANDCM et pour l'éclaircissement de l'assassinat de Mustafa El Hamzaoui.

Un aperçu global de la situation du Maroc est fait par José Pascual secrétaire aux relations internationales de la CGT. Depuis que Mohamed VI a pris le pouvoir, après la mort de son père Hassan II en 1999, il est question d'ouverture et de démocratisation au Maroc, en réalité c'est un simple badigeonnage de façade. On peut citer dans ce façonnage démocratisateur la création de l'Instance d'équité et de réconciliation (IER) [un mot clé pour blanchir les assassins, voir l'ex URSS et l'Afrique du Sud, et Argentine info pour la présidente actuelle] ou la réforme du Code de la famille (Moudawana) entré en vigueur au début de 2004. La IER a été créée pour enquêter sur les arrestations arbitraires et les disparitions ayant eu lieu au Maroc entre 1956 et 1999. Cette instance a examiné plus de 16.000 demandes, les personnes concernées ont pu exposer leurs cas, même à la télévision, "à condition de ne pas citer les responsables des faits, dont certains ont actuellement de hautes responsabilités dans l'Administration [Autrement dit un sarcasme de justice]. Des victimes ont été indemnisées et la mascarade d'un Conseil consultatif des droits humains (CCDH) a été fondé, tout en se taisant face aux violations de ces mêmes droits aujourd'hui.

C'est le pacte de l'impunité, l' renoncement à la justice sur les crimes commis par la monarchie alaouite, en particulier, par Hassan II. Pour la réforme du Code de la Famille, des modifications légales ont été introduites au bénéfice des femmes, mais pour la mise en place d'importantes entraves se font jour, tant dans les tribunaux que dans l'administration publique. Un exemple de novembre 2007 lors de la présentation à New York de "index de différences de sexe" au Forum économique mondial, sur les plans économique, politique, éducatif, d'accès à la santé pour les hommes et les femmes de 128 pays (90 % de la population mondiale) où le Maroc occupe le 122^{ème} rang (en baisse sur l'année précédente). Il en va de même pour la presse, les luttes sociales et les conflits du travail, comme les arrestations lors du 1^{er} mai 2007, les mineurs de Jbel Awam, les paysans de Taroudant, etc., la répression et la censure. L'incendie de l'usine Rosamor, à Casablanca, avec la "mort" de plus de 60 travailleurs, a mis en lumière les habitudes du monde du travail marocain: des travailleurs qui ne cotisent pas à la SS, sans contrats de travail, le travail des enfants, l'absence totale de mesures de sécurité et de santé professionnelle, des rapports féodaux entre patron et ouvrier, la collaboration éhontée des autorités et de la justice avec les patrons...

70 % des ressources sont aux mains de 10 % de la population. Le gros de l'économie est contrôlé par quelques familles, dont celle de la monarchie qui possède 66 % de ONA-SIN, le consortium le plus important du pays. La pauvreté touche 25 % de la population, l'analphabétisme dépasse 40 %. Face à cette situation, que fait la communauté internationale ? Elle développe la politique économique. L'UE a besoin que le Maroc lui serve de frontière pour retenir les

mouvements migratoires et que les multinationales (espagnoles bien présentes, notamment dans le domaine militaire) s'approprient des ressources du pays.

2) Sacré pays

2 – 1 Pas d'avancées dans la prévention de la torture (rebellion, 28.06.08, Jorge del Cura, Diagonal) Le Protocole facultatif pour la Prévention de la torture et autres traitements ou peines cruels, inhumaines ou dégradantes est un instrument impulsé par l'ONU comme mécanisme de prévention et de surveillance directe de la torture. Ce protocole, qui s'ajoutent à d'autres, établit une nouveauté sans précédents: l'obligation, pour chaque Etat qui le signe, de créer des Mécanismes nationaux de prévention de la torture (MNPT) indépendants des pouvoirs [...]

L'Espagne l'a ratifié en avril 2006 et il aurait dû entrer en vigueur le 22 juin 2007, mais ce n'est pas le cas. En fait, sur le plan international, l'Espagne fait semblant de combattre la torture, mais rien n'est vraiment envisagé sur le plan intérieur.

L'interruption volontaire de grossesses en Espagne, une affaire mal engagée: le droit à l'avortement (rebellion, 29.06.08, Concepción Muñoz Jiménez, du collectif Femmes féministes de Huesca, membre de la Coordination nationale. Diagonal). La santé sexuelle et reproductive est touchée en Espagne. On le note dans une éducation sexuelle presque inexistante dans le cursus scolaire, le démantèlement des centres de planification familiale, le manque de financement public des contraceptifs, l'accès difficile à la contraception d'urgence et la stagnation juridique du droit à l'avortement. Le mouvement féministe dénonce depuis 23 ans le cadre légal de l'avortement car il ne garantit pas le droit des femmes à décider, et il ne garantit pas non plus leur sécurité juridique ni celle des professionnels de la santé [...] Dans le domaine de l'éducation sexuelle nous pouvons conclure que le panorama en général es désolant, le modèle actuel éducatif ne garantit pas une éducation sexuelle intégrale qui dépend la plupart du temps de la formation et du bon vouloir des enseignants. [...]

Un portrait sommaire des femmes qui ont avorté en 2006 est qu'il s'agit pour la majorité de célibataires, dont la moitié sans enfants, 39% ont moins de 25 ans. 70% environ avortait pour la première fois et plus de la moitié n'avaient pas fréquenté un service de planification familiale. Un peu plus de la moitié a eu des informations dans un centre sanitaire, et l'autre moitié autrement. La majorité y vont quand elles constatent qu'elles sont enceintes (moins de huit semaines dans 62% des cas et 87% avant 13 semaines), et cela en dépit des entraves existant pour accéder aux centres de soins. L'argument présenté était celui de leur état de santé, justifié légalement par un rapport psychiatrique, dans la majorité des cas dans une clinique privée. Le nombre des avortements est important chez les jeunes femmes et les immigrantes, les plus vulnérables.

2 – 2 Le gouvernement expulse une enfant de sept ans (rebellion, 09.07.08) Sept jours après que sa mère ait obtenu son permis de résidence et que son père l'ait depuis quelques années, Delfina Escudero, arrivée à un an en Espagne, de famille argentine, a reçu une lettre d'expulsion de la sous-délégation du gouvernement à Tarragone. La lettre adressée à la mineure souligne qu'elle ne dispose pas des "moyens de vie exigibles". C'est en contradiction avec le certificat d'habitabilité fourni par la mairie de Calafell, présenté préalablement, d'après le père (un 2 pièces de 70 m2, avec débarras, cuisine, salle à manger et jardin).

Une belle absurdité administrative, apparemment corrigée, mais qui montre bien le mépris

espagnol envers les immigrants.

2 – 3 *Victoire de la sélection espagnole, défaite de l'Espagne* (rebellion, 03.07.08) Guillermo Sánchez Vicente. *L'équipe espagnole de football a gagné une chose appelée "Eurocopa". Les rares Espagnols qui aiment vraiment le foot ont profité du match, les autres du résultat. [...] Ainsi, les masses déchaînées ont pu occuper les rues du pays et faire tout ce qu'un citoyen ordinaire ne se permettrait pas de faire à un autre moment: klaxonner tard la nuit, donner l'accolade à des inconnus, crier jusqu'à s'enrouer, se saouler publiquement et impudiquement, secouer des voitures qui roulent sur la chaussée [...] Tout pour un résultat qui ne va rien modifier aux vies réelles de presque personne, mais qui octroie la dose suffisante de narcotique pour continuer à être aliénés (Pain et football: le refuge de l'illusion). Le solde de la "victoire": à Madrid, une bataille rangée de fêtards à coup de bouteilles contre la police (cinquante deux arrestations), une augmentation de presque 100 % des appels d'urgence, des agressions, des accidents de la circulation, des incendies et des intoxications éthyliques, au moins cinquante blessés, plus de 43.300 kilos d'ordure (demandant le double d'employés du nettoyage que ce qui avait été stipulé), un autobus et ses passagers caillassés, des jeunes cassant les rétroviseurs des véhicules circulant tard la nuit ... En Catalogne, plus de 80 incendies de conteneurs d'ordure et quatorze arrestations. [...] Ce qui est préoccupant est que cela implique une inversion brutale des valeurs que nous prônons le plus et appliquons le moins. La solidarité, le respect, le civisme, le cosmopolitisme... sont remplacés par le patriotisme vulgaire, ethnociste et identitaire (après on débattre contre les nationalismes exclusifs!), par le fanatisme tribal, l'idolâtrie des multimillionnaires (dont l'apothéose arrive lorsque le "peuple" reçoit les joueurs), le refus de l'équipe (et du pays) adverse, le mépris contre celui qui ose affirmer qu'il aurait désiré la défaite de l'équipe de son pays [...]*

Kaos en la red (01.07.08) rajoute une information, la retransmission « insistante, vulgaire et ultra nationaliste » en direct des festivités. Et le lendemain, sur une radio FM, une speakrine, « exultante et toute joyeuse commentait que la fête jusqu'au petit matin n'avait pas occasionné d'incidentes, sauf un "putain de blessé ("herido de mierda") qui gâchait la soirée. Tout à fait exact puisque le blessé mourut en tombant par terre. Un bon exemple d'aliénation chauvine, chez une professionnelle de la communication. On constate (la consommation en moins) un schéma de manipulation identique sous le franquisme, la saison de foot étant suivie de celle de la corrida. Le pain et cirque du dictateur Jules César étant devenu pain, supermarché et foot (ou baseball et basket, ou foot et samba, suivant les pays).

Pour plus d'information sur le football et les manipulations voir Argentine info n° 34, 2 – 1.

3) Mémoire historique

3 – 1 *"La Culture de la transition est l'idéologie de la démocratie"* (rebellion, 11.07.08) voici des extraits d'une interview de Constantino Bértolo, éditeur et ex militant du PC qu'il a quitté à la fin des années 1970. « en 1975 nous étions déjà tous transis, de Juan Luís Cebrián [futur directeur de El País] se musclant dans les services informatiques à la télévision d'Etat à Santiago Carrillo annonçant être enchanté d'avoir son cerge (l'eurocommunisme) pour aller à son propre enterrement, en passant par Felipe González au sourire d'avare heureux venant de compter les marcs que la social démocratie allemande lui offrait afin qu'il touche sa livre de viande sans verser une seule goutte de sang. Tous et toutes à l'exception des trois cultures où la non acceptation du pacte du rien à faire [pacte de la Moncloa où la droite et la gauche se sont mis d'accord pour ne rien changer au franquisme, sauf sur le plan de l'éducation, des salaires – en légère hausse -] a

généralisé ou a dégénéré en stratégies où, à des degrés plus ou moins forts, la lutte armée était présente de facto ou dans l'imaginaire de la gauche radicale: la culture en Euskadi (avec l'ETA comme chaleur), la catalane (avec Terra Lliure [terre libre] donnant une brève chaleur avant de s'éteindre) et la culture galicienne (à peine visible dans Exército Guerrilleiro [armée de guérilla]).[...]

[Actuellement on a] le refuge dans une sorte d' "indifférence historique" où la consommation devient le seul acte apparent de décision, de vie. Un imaginaire impulsé à son tour par les "producteurs de besoins" par le biais de systèmes de communication qui ne cessent de vanter continuellement ce monde heureux où on doit être exploité pour avoir une existence. Le rêve des précaires est de l'être "dignement". Le rêve des employés est de continuer à être exploités même "indignement". Comme si dignité et exploitation n'étaient pas des notions opposées. L'activité économique suppose aujourd'hui la corruption des rêves, le contrôle de l'imagination et cette corruption, dans son côté matériel, est également à son tour l'huile qui graisse le système. [...] si un média de la presse ne met pas en première page une information comme celle que 0,16% des titulaires de dépôts bancaires possèdent 27% du total de l'argent déposé, si cette nouvelle apparaît dans un entrefilet discret dans la section d'économie, alors on peut parler de manipulation. [...]

3 – 2 *Des victimes espagnols de l'holocauste portent plainte à l'Audiencia Nacional contre d'ex chefs de las SS* (Europa Press, 23.06.08) un survivant et cinq familles de victimes espagnoles des camps de concentration ont porté plainte pour génocide contre quatre ex responsables du Bataillon SS appelé Tête de mort (SS Totenkopf-Sturmban). Il s'agit des ex officiers Johann Leprich, Anton Tittjung, Josias Kumpf et Iwan ou John Demjanjuk, qui ont été actifs dans les camps de concentration de Mauthausen, Sachsenhausen et Flossenberg et se sont installés aux États-Unis à la fin de la seconde guerre mondiale. Ces dernières années, ils ont perdu leur nationalité étasuniennes par ordre des tribunaux. L'extradition a été demandée par les plaignants, David Moyano, survivant de Mauthausen et les membres de la famille d'Agustín, Marcos et Francisco Puente, exterminés à Sachsenhausen; Donato de Cos Gutiérrez, assassiné à Mauthausen; Gabriel Torralba, libéré par les troupes étasuniennes après avoir été à Auschwitz et Mauthausen; et Víctor Cueto, survivant de ce dernier camp.

3 – 3 *Funérailles d'Etat pour un répresseur* (rebellion, 11.07.08) Juan Antonio Gil Rubiales, décédé le 7 juillet, commissaire chef du corps national de police à Santa Cruz de Tenerife, a eu tous les honneurs dus à une figure d'envergure nationale: chapelle ardente à la

Délégation du gouvernement, garde d'honneur de la Guardia Civil, la police nationale et l'Unidad de Intervención Policial, des représentants du gouvernement et de la Zone militaire des Canaries, des maires, présidents et conseillers du Cabildo Insular de Tenerife, sans compter de multiples curés. Pourquoi tant d'hommages ?

A première vue pour son activité contre les mafias aux Canaries, mais il n'a pas été question de sa condamnation par le Tribunal Supremo pour tortures jusqu'à la mort de José Arregui, un camionneur basque en février 1981. Ni non plus de l'appartenance du défunt à la Brigada Central de Información franquiste de Martín Villa, et à ses agissements contre des prisonniers basques. Des militants canariens ont été assassinés sans que les criminels (de la Garde civile) soient identifiés et sans qu'ils aient eu de funérailles solennelles, comme Javier Fernández Quesada en 1977, Antonio González Ramos, Bartolomé García, le jeune Guinéen Antonio Augusto Fonseca ... *Aux Canaries, les mécanismes de non mémoire actionnés par la Transition sont toujours en activité*

sous le solide patronage d'un pusillanime PSOE. [...]

3 – 4 Portrait du maçon anarchosindicaliste Manuel Maestro (1914 – 1998) (Liste Memoria Histórica CGT) Né à La Rinconada (province de Séville) en 1914; de famille très modeste, il travaille très tôt dans le bâtiment, et il adhère au SUC (Syndicat unique du bâtiment), fédéré à la Confederación Nacional del Trabajo (CNT), majoritaire dans le secteur. Il adhère aussi au Jeunesses libertaires de Séville. Arrêté à diverses occasions pour des conflits sur des lieux de travail, il connaît Buenaventura Durruti et d'autres fameux militants libertaires pendant son incarcération au pénitencier de El Puerto de Santa María.

Il participe activement au SUC, et vit les meilleurs moments du mouvement ouvrier sévillan lorsque, en juin 1936, des négociations à Séville entre le syndicat et le patronat du bâtiment, reconnaissent pour la première fois la semaine de travail de 36 heures, une revendication historique où Séville est une ville pionnière.

Le 17 juillet 1936 il est à Séville, où face aux rumeurs constantes de début de putsch, et il rejoint des camarades des Jeunesses libertaires au siège du Comité régional de la CNT pour se munir d'armes dans une armurerie du centre de la ville. Lors des affrontements il est blessé à la pommette, mais il reprend la lutte contre les militaires bien armés de Queipo de Llano. Il arrive à se cacher dans le quartier de la Macarena et réussit à s'échapper de Séville à travers champ, comme d'autres camarades, vers Alcalá de Guadaíra en direction de Málaga.

En septembre 1936 il s'incorpore à Málaga à la colonne "Juan Arcas", récemment formée de miliciens confédéraux ayant fui la répression à Morón, Carmona, Antequera, Algeciras, Séville. Cette colonne était organisée par Miguel Arcas Moreda, militant sévillan de la CNT y la FAI, qui s'illustra durant la seconde guerre mondiale contre les nazis dans le maquis avec le surnom de "Comandant Víctor". Le nom de la colonne était un hommage à Juan Arcas, militant libertaire sévillan et frère aîné de Miguel et de Julián. Juan Arcas, travailleur du bâtiment, originaire de Benacazón, avait fait partie du Comité régional d'Andalousie de la CNT, avec Vicente Ballester et Carlos Peña, déporté à Bata, il fut tué au combat contre les fascistes à Cerro Muriano de Córdoba, en août 1936. La colonne avait sa publication, "El Eco del combate".

La colonne participa à la défense de Málaga contre une division italienne avec des tanks et elle subit la défaite (organisée par les luttes de faction, surtout le PC manipulée par les agents soviétiques, au sein du gouvernement). La colonne arriva avec la majorité des combattants dans la province d'Almería, où elle fut militarisée et deviendra le bataillon de marche 315, de la 79 Brigade mixte en Andalousie, aux ordres du commandant Gallo. De nombreux combats s'échelonnent. Miguel devienne lieutenant; il est blessé et hospitalisé un mois et demi. A la fin de la guerre, il est près d'Alicante où il est blessé pour la troisième fois. Avec la chute du front fin mars 1939, Miguel, avec un groupe de 14 camarades, dont beaucoup de confédéraux, partent en bateau vers Oran, par manque de combustible ils dérivent et sont recueillis par un navire hollandais qui les conduit à leur destination.

Envoyé en camp de concentration, il s'engage dans la Légion étrangère, s'en évade et regagne Séville en 1940, où il commence à militer dans la CNT clandestine et à vivre la répression et les coups de filets, comme en 1948. Il participe aux activités de la CNT dans la clandestinité. Désespéré par le soutien des démocraties à la dictature, il participe à la tentative de pénétration dans

les syndicats verticaux franquistes où Manuel finira par être connu comme délégué élu par ses collègues du bâtiment.

A la mort du dictateur, en novembre 1975, il participe dès le départ à la reconstruction de la CNT, et ses interventions, toujours passionnées dans les assemblées de Séville, attirent le respect et la reconnaissance des jeunes libertaires à cause du poids de l'expérience, du bon sens et de la cohérence. La transition particulière que nous avons dû supporter en Espagne refusa systématiquement la juste reconnaissance de tant d'années de lutte, son rang militaire et la pension correspondante comme membre de l'armée républicaine. Finalement, il fallut qu'il aille personnellement à Paris pour obtenir les attestations suffisantes pour toucher sa pension, grâce à son obstination personnelle.

Manuel demeure dans le souvenir de nous tous qui l'avons connu: un vieux militant confédéral, toujours soucieux d'analyser les changements sociaux pour ses jeunes camarades hommes et femmes. En 1998 il meurt à Séville, entouré de la chaleur de sa compagne de toute la vie, ses enfants, les membres de sa famille et ses camarades d'idées.

Pour davantage d'information sur le Syndicat unique de la Bâtiment de la CNT et la lutte pour la réduction de la journée de travail à Séville dans les années 1930, voir la revue de la CGT *Libre Pensamiento*, 2001.